

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

CONDITIONS D'ABONNEMENT

Les abonnements de l'AN ne peuvent être pris que du 1^{er} JANVIER.
Les abonnements datent du 1^{er} janvier; leur durée ne doit jamais dépasser le 31 DÉCEMBRE.
Les abonnements sont payés à l'avance, au bureau de l'Administration, au bureau spécial, lib. de la Compagnie, au point de Police et à l'Administration du journal, Maximilianovskij (ancien Goukhof) péteroukoff, 85.

Abonnements pour l'Intérieur: adresser les lettres въ Преправленіе Journal de St-Petersbourg, Maximilianovskij pereyok, n^o 15 et 3, au bureau de l'Administration, au bureau spécial, lib. de la Compagnie, au point de Police et au bureau de l'Administration du journal, Maximilianovskij (ancien Goukhof) péteroukoff, 85.
dernière bande d'envoi du journal. Prière de faire les appoints de prix d'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au dessous.

Abonnements pour l'Étranger: adresser les lettres à l'Administration du journal, Maximilianovskij pereyok, n^o 15 et 3, au bureau de l'Administration du journal, soit en un mandat sur une Banque de St-Petersbourg, soit en argent.

SAINT-PÉTERSBOURG, 6 avril

— On sait ce qu'on a à dire, garde tes balises pour toi ! grommela Maximitch, évidemment mécontent du ton badin de Savéli, qui lui paraissait inconvenant ; et il retourna en haut.

— Vite, plus vite... balbutia le malade avec impatience.

— C'étaient de nouveau ces sons étranges qui

s'est jeté sur moi, dit-il dans son mauvais russe. Ch'ai eu peur, ich erkenn's... ah ! monsieur von Loubiansky, je vous salue... Comment, vous vous promenez si tard, la nuit ?

— *Sieh doch, sieh doch den Hund !* Qu'est-ce qu'il cherche là ? dit Boulkenfress, qui me poussa du coude et se remit à ricaner.

On entendit le grincement du volet qui alla
rapper le mur en retentissant. Une lumière
inattendue se répandit de la fenêtre sur le che-
min... Dans cette clarté se dessinèrent soudain

— Va vite en bas;... il faut apporter ce malheureux... Je ne pus en dire davantage.

en d'humain, — qu'une souffrance obtuse..
(A continuer.)

par B. M. MARKÉVITCH

— On sait ce qu'on a à dire, garde tes balivernes pour toi ! grommela Maximitch, évidemment mécontent du ton badin de Savéli, qui lui paraissait inconvenant ; et il retourna en haut.

— Vite, plus vite... balbutia le malade avec impatience.

C'étaient de nouveau ces sons étranges qui

ne pouvais pas m'endormir... je suis sorti pour me promener, et tout à coup ce méchant chien s'est jeté sur moi, dit-il dans son mauvais russe. Ch'ai eu peur, ich erkenn's... ah ! monsieur von Loubiansky, je vous salue... Comment, vous vous promenez si tard, la nuit ?

— *Sieh doch, sieh doch den Hund!* Qu'est-ce qu'il cherche là? dit Boulkenfress, qui mé poussa du coude et se remit à ricaner.

Il disparut derrière le buisson.
On entendit le grincement du volet qui alla
trapper le mur en retentissant. Une lumière
attendue se répandit de la fenêtre sur le che-
min... Dans cette clarté se dessinèrent soudain

— Il faut réveiller Thomas Bogdanovitch et faire chercher le médecin, cria-t-il à son tour.

Je montai vite. Maximitch nous attendait, tout habillé, dans le corridor.

— Va vite en bas... il faut apporter ce maladeux... Je ne pus en dire davantage.

ession inerte, animale, — et les traits
 onstruement défigurés n'exprimaient plus
 en d'humain, — qu'une souffrance obtuse..
 (A continuer.)

La Banque de l'Etat vient de donner à ses bilans la forme que nous désirions leur voir prendre depuis longtemps; les bilans mensuels comprennent désormais la situation de l'établissement central aussi bien que celle des succursales. Le premier échantillon de ce tableau d'ensemble a figuré dans notre numéro d'hier, et comme il avait été précédé, la veille, du bilan des succursales à la date du 1^{er} mars, la Banque n'a en quelque sorte plus d'arrière à régler avec le public sous ce rapport. On aura pu remarquer toutefois que la rubrique consacrée aux succursales dans le bilan du 2 avril réunit souvent en un seul chiffre plusieurs chapitres importants qui figurent à part dans le bilan. C'est ainsi que le bilan nous donne des chiffres détaillés pour St-Petersbourg en ce qui concerne les sous-rubriques du portefeuille: effets escomptés (3 1/2 millions), garantie des comptes spéciaux en effets (3 1/4 mil.), tandis que pour les succursales le total seulement de ces deux opérations est indiqué (57 1/5 mil.). De même, les avances se répartissent: sur marchandises (20,000 r.), sur fonds publics (3 3/4 mil.), sur actions et obligations (1 mil.) et enfin en garantie des comptes spéciaux en fonds publics (3 2/5 mil.); total (en y comprenant 25,000 r. d'obligations en souffrance) 8 1/5 mil. à St-Petersbourg; pour les succursales cette subdivision manque et nous savons seulement que le total monte à 14 millions. Cette pénurie de détails s'explique par le fait que la Banque doit se procurer les renseignements de ses succursales par le télégraphe pour les publier dès le lendemain et qu'ainsi on a dû se borner à ne transmettre que certains chiffres généraux.

Il n'est d'ailleurs pas impossible de décomposer en quelque sorte les totaux des succursales à l'aide du bilan mensuel précédent. Nous voyons qu'en 1^{er} mars les avances des succursales s'élevaient à près de 13 millions, dont 2 2/5 m. sur marchandises, 10,053,000 r. sur fonds publics et 1/2 million sur actions et obligations. L'augmentation a donc été de plus d'un million, et la même dans la capitale ce sont les avances sur fonds publics qui tiennent la première place; mais, tandis que les avances sur actions et obligations ne forment dans les succursales que la moitié de ce qu'elles absorbent à St-Petersbourg, les avances sur marchandises de la province montent au centuple et plus du chiffre, indiquant il est vrai, que leur est assigné à St-Petersbourg. Le portefeuille des succursales n'était le mois passé que de 53 1/2 m.; il a donc augmenté de 3 3/4 m.; toutefois nous ne savons pas pour combien y figurent les «comptes spéciaux en effets», qui, au bilan principal, forment une subdivision du portefeuille et en absorbent la moitié. En tout cas, le portefeuille de la province est bien autrement considérable que celui de la capitale (57 1/5 m. contre 6 3/4 m.); en échange aussi, la rubrique des effets en souffrance, qui n'est à St-Petersbourg que de 7,500 r., est en province soixante fois plus élevée.

Dans la série des opérations commerciales, ou du moins des opérations qui figurent sous cette rubrique, une des plus intéressantes restera toujours celle du secours que la capitale prête à la province ou en retire. La rubrique des comptes courants de la Banque avec ses succursales nous renseigne à ce sujet. Cette rubrique — nous l'avons constaté bien des fois déjà — n'a jamais été la même dans le bilan des succursales et dans celui de l'établissement central. Aujourd'hui, que les deux bilans se trouvent fondus ensemble, la différence qu'on a toujours remarquée aurait dû, ce semble, disparaître; il n'en est rien pourtant. Nous voyons à l'actif des succursales une créance de 59,329,500 r. sur la Banque et au passif de la Banque une dette de 27,720,150 r. envers les succursales, différence: 31,609,350 r. Même en déduisant de ce chiffre les billets à ordre que les succursales ont tirés pour la somme de 13 3/4 millions, on trouve encore une différence de près de 18 millions. Pour nous rendre un compte exact de la situation vraie des succursales vis-à-vis de la Banque, il convient de mettre en présence les sommes confiées aux premières par le public et les services que celui-ci en retire. Nous trouvons alors: 103 millions de comptes courants, 20 1/2 m. de dépôts, soit 123 1/2 m. de passif, contre 57 1/5 millions d'escompte, 14 m. d'avances et 20 4/5 millions d'encaisse disponible, en tout 92 m. à l'actif. Les succursales n'avaient donc à disposer que de 31 1/2 m. et si elles ont pu avancer à la Banque 59 1/3 m., c'est qu'elles ont dû puiser la différence dans la réserve des billets de crédit qui est à leur disposition.

Remarquons ici que les succursales emploient les 3/5 de leurs capitaux en escompte et avances, tandis que la Banque centrale, qui a 25 7/10 mil. de dépôts à vue, 47 2/5 m. de comptes courants à intérêts, 3 1/3 m. de comptes courants spéciaux, 18 4/5 m. de dépôts des anciens établissements de crédit et 11 2/5 m. d'intérêts dus aux déposants, soit en tout 106 1/2 millions (sans compter 14 3/10 m. de comptes courants sans intérêts), n'en emploie que 15 millions environ en escomptes et avances et 22 2/5 m. si nous ajoutons les 7 2/5 m. avancés aux lombards des deux capitales.

Quant aux ressources disponibles, nous les voyons en ce moment assez considérables. La Banque a un encaisse de près de 30 m., dont 5 3/5 m. en métal, et les succursales 20 3/4 m. Comparativement au 1^{er} mars, c'est une augmentation de plus de six millions à St-Petersbourg et de 2 m. environ en province. Mais si l'on remonte à une année en arrière, l'accroissement est bien plus sensible; au 1^{er} avril 1872 l'encaisse de la Banque n'était que de 12 2/3 m. (dont 5 m. en métal), celui des succursales était de 21 3/5 m. et dépassait ainsi de 1 million environ le chiffre actuel. Quant aux métaux précieux et à la circulation, les premiers atteignaient il y a un an 180,690,000 r., la seconde 746,777,000 r.; aujourd'hui la Banque a pour 198,283,000 r. de métaux et le papier-monnaie en circulation atteint le chiffre de 764,369,000 r. De part et d'autre il y a donc un accroissement de 18 millions et la proportion est aujourd'hui au-dessus de 1 à 4.

D'abord il choisit pour faire un recensement simultané, non pas un district géographique, — c'est-à-dire une contrée quelconque renfermée dans des limites géographiques — mais un arrondissement administratif, c'est-à-dire la quantité de tentes comptées par l'administration d'un district, et que l'on connaît toujours d'une manière positive, malgré les pérégrinations des Kirghizes. Ensuite, grâce à l'intermédiaire du sultan Seidallah II, M. Tillo parvint, malgré le préjugé des Kirghizes d'après lequel le dénombrement serait contraire aux lois de Dieu et de Mahomet, — à déter-

miner le nombre des habitants de chaque tente du district de Nicolaïevsk.

Le résultat de ce recensement que les tentes y sont au nombre de 17,510, presque le tiers de toutes les tentes de la province de Tourgaï; la population y compte 89,395 âmes, dont 45,338 hommes et 44,057 femmes. Si l'on divise le nombre des habitants par celui des tentes, on obtient approximativement 5,1 par tente. Ce nombre, accepté comme terme moyen, nous donnera pour la province de Tourgaï (56,797 tentes 6,1) une population de 289,930 habitants des deux sexes.

La province de l'Oural a 61,767 tentes et 315,454 habitants. La horde Boukevskaya contient 40,000 tentes et 203,800 habitants. Toute la steppe d'Orenbourg est habitée par 605,384 Kirghizes. Le district de Nikolaïevsk compte 2199 Kirghizes lisant le tatar, 5811 connaissant le russe et 78 ayant fréquenté les écoles.

M. Tillo a terminé sa lecture en communiquant quelques données sur le genre d'occupation des Kirghizes, leurs troupeaux, leurs chevaux, etc., et sur la force productive du sol des steppes kirghizes.

A la fin de la séance, le vice-président a annoncé à l'assemblée le résultat des élections pour le poste d'adjoint du président et celui de membre du conseil; aucun des candidats présentés n'ayant obtenu le nombre de voix nécessaire, on a procédé, selon le § 65 du règlement, à un second tour de scrutin, par bulletins secrets, dont le résultat a été l'élection de M. J. Hagemeister comme adjoint du président et de M. M. Vénikouk au poste de membre du conseil.

Ont été élus membres actifs de la Société: MM. le prince V. Baratsinsky, N. Boutsky, A. Vessélovsky, E. Horschelmann et D. Samokousov.

M. Tchouhinsky ayant déclaré qu'il n'avait pas de demeure fixe à Kiev, M. A. Roussov, professeur au 1^{er} gymnase de Kiev, a été élu pour le remplacer en cas d'absence, et il a déclaré saisir avec empressement cette occasion de servir la Société.

A la fin de la séance M. Tchouhinsky a prononcé un discours dans lequel il a énuméré tout ce qui avait déjà été fait relativement à l'étude du pays du Sud-Ouest, et a passé ensuite un but de l'institution de la section, et des travaux qui l'attendaient.

Pour compléter les renseignements sur les principaux résultats des explorations faites dans les steppes touranaises, — renseignements que contenait une dépêche télégraphique mentionnée à la dernière assemblée générale, M. J. Stebnitzky a envoyé une lettre remplie de curieux détails concernant le lit desséché de l'Amou Daria, et qui seront publiés dans les «Nouvelles». D'après ces données il est évident que le lit desséché se partage en deux bras, non loin du puits de Igdi, le point le plus reculé atteint par la reconnaissance de notre détachement. Un de ces bras se dirige vers le Nord au lac Sari-Kumich, d'où il tourne à l'Est, et en passant devant la ville de Koukia-Ourgentch, aboutit à la partie inférieure de l'Amou-Daria actuel, au nord de Khiva.

L'existence de ce bras nous était connue, mais on le croyait unique jusqu'à présent. Cette séparation en deux bras, telle qu'elle est constatée aujourd'hui d'après les données les plus positives apparaît comme un fait tout nouveau. Le bras méridional, qui est en même temps le principal, se dirige droit vers l'Est depuis le point même de la bifurcation, et se joint au véritable lit de l'Amou-Daria près de la ville de Tchardjoui, dans la partie septentrionale du khanat de Boukhara.

On peut espérer que l'expédition de Khiva étendra d'une manière notable nos connaissances sur l'ancien lit de l'Amou-Daria, et éclaircira une des questions les plus importantes de la géographie physique, non seulement de l'Asie centrale, mais de tout le globe.

La Société, désirant obtenir du séjour de nos détachements dans le Khiva les plus grands résultats possible pour la science, a rédigé, avec le consentement du gouverneur général du Turkestan, des instructions concernant l'exploration de toutes les branches de la science géographique, en ayant soin de noter les questions sur lesquelles l'attention devra se porter de préférence. Ces instructions ont été envoyées aux quatre détachements: de Tachkent, de Kazalinsk, d'Orenbourg et de Krasnovodsk, qui doivent se réunir au Khiva sous le commandement en chef du général de Kaufmann.

Outre cela, on a envoyé au détachement d'Orenbourg, selon le désir du général Kirjanovsky, des instruments devant servir à des observations magnétiques.

Après cela, le secrétaire a annoncé à l'assemblée qu'une des questions relatives à la statistique de la Russie, sur laquelle la Société de géographie avait déjà fixé son attention depuis longtemps, savoir: l'enquête relative à la petite industrie (мелкая промышленность), a pris actuellement, grâce à l'entremise des membres de la Société d'économie rurale de Moscou, un caractère plus officiel. Le ministre des finances a communiqué au vice-président de la Société, de concert avec le ministre de l'intérieur, d'organiser plusieurs expéditions pour étudier les conditions de cette industrie. Un plan général d'opération qui embrassera les branches principales de cette industrie procèdera l'envoi des expéditions, qui seront munies de programmes détaillés. Ce travail a été confié au conseil de commerce et des manufactures, secondé par des délégués de plusieurs ministères et de différentes sociétés, et dans le nombre la Société de géographie. Le conseil a décidé en conséquence de prier le président de la section de statistique, M. de Bouschen, et deux membres de la Société, — élus par la section de statistique, — de bien vouloir se charger des fonctions de délégués de la Société.

Avant de clore son rapport, le secrétaire a fait part à l'assemblée d'une acquisition intéressante faite à Pékin par l'archimandrite Palladius. Notre vénéérable sinologue a eu la chance de se procurer le texte mongol, transcrit en chinois, de la légende de Tchings-khan, qui a déjà été traduite en russe d'après le chinois. Le texte mongol renferme plus de détails; il peut, selon l'opinion du père Palladius, être facilement rétabli par un linguiste connaissant à fond les idiomes mongol, et occuper une des premières places entre le Sann-Setzen et l'Altan-Tobchik, comme monument de la langue écrite des Mongols au XIII^e siècle, avant l'époque de Lama.

Après le rapport du secrétaire, M. A. Tillo, membre actif de la section d'Orenbourg, a lu son article sur le premier recensement, fait par lui, de la population kirghize du pays d'Orenbourg. La détermination du chiffre de la population kirghize a toujours présenté de grandes difficultés, à cause de la vie nomade de ce peuple. Pour parvenir à son but, M. Tillo a procédé de la manière suivante:

Il choisit pour faire un recensement simultané, non pas un district géographique, — c'est-à-dire une contrée quelconque renfermée dans des limites géographiques — mais un arrondissement administratif, c'est-à-dire la quantité de tentes comptées par l'administration d'un district, et que l'on connaît toujours d'une manière positive, malgré les pérégrinations des Kirghizes. Ensuite, grâce à l'intermédiaire du sultan Seidallah II, M. Tillo parvint, malgré le préjugé des Kirghizes d'après lequel le dénombrement serait contraire aux lois de Dieu et de Mahomet, — à déter-

miner le nombre des habitants de chaque tente du district de Nicolaïevsk.

Le résultat de ce recensement que les tentes y sont au nombre de 17,510, presque le tiers de toutes les tentes de la province de Tourgaï; la population y compte 89,395 âmes, dont 45,338 hommes et 44,057 femmes. Si l'on divise le nombre des habitants par celui des tentes, on obtient approximativement 5,1 par tente. Ce nombre, accepté comme terme moyen, nous donnera pour la province de Tourgaï (56,797 tentes 6,1) une population de 289,930 habitants des deux sexes.

La province de l'Oural a 61,767 tentes et 315,454 habitants. La horde Boukevskaya contient 40,000 tentes et 203,800 habitants. Toute la steppe d'Orenbourg est habitée par 605,384 Kirghizes. Le district de Nikolaïevsk compte 2199 Kirghizes lisant le tatar, 5811 connaissant le russe et 78 ayant fréquenté les écoles.

M. Tillo a terminé sa lecture en communiquant quelques données sur le genre d'occupation des Kirghizes, leurs troupeaux, leurs chevaux, etc., et sur la force productive du sol des steppes kirghizes.

A la fin de la séance, le vice-président a annoncé à l'assemblée le résultat des élections pour le poste d'adjoint du président et celui de membre du conseil; aucun des candidats présentés n'ayant obtenu le nombre de voix nécessaire, on a procédé, selon le § 65 du règlement, à un second tour de scrutin, par bulletins secrets, dont le résultat a été l'élection de M. J. Hagemeister comme adjoint du président et de M. M. Vénikouk au poste de membre du conseil.

Ont été élus membres actifs de la Société: MM. le prince V. Baratsinsky, N. Boutsky, A. Vessélovsky, E. Horschelmann et D. Samokousov.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER.

C'est au dimanche 11 mai qu'est fixée définitivement la réunion de tous les collèges électoraux de France qui ont des députés à élire et qui n'avaient pas été convoqués pour le 27 avril.

Ainsi que nous avons déjà eu l'occasion de le dire, on espère que cette mesure aura pour résultat d'écarter la candidature de M. Barodet à Paris et d'assurer la victoire de M. de Rémusat. Nous avons publié hier soir le texte de la circulaire que le ministre des affaires étrangères a adressée à ses électeurs. On a pu se convaincre qu'elle se prononçait réellement en faveur de la politique du message du 5 novembre. Les quelques journaux parisiens que nous avons sous les yeux font un excellent accueil à ce langage. Il est à croire que les organes radicaux doivent le critiquer vivement, mais nous ne sommes pas à même d'en juger, car, — à cause des fêtes de Pâques, — nous n'avons pas même reçu aujourd'hui la *Republique française*, dont les appréciations auraient été curieuses à connaître.

On trouvera plus loin la circulaire du prince Jérôme Napoléon, dans laquelle il se plaint des mesures arbitraires qu'il a eu à subir, fait un appel au suffrage universel pour juger ses persécuteurs, et finit par exprimer l'espoir que l'on ne réussira jamais à arracher le nom de Napoléon du cœur du peuple français.

En Angleterre, la question de l'éventualité de la mort du pape a servi aussi ces jours derniers de thème aux appréciations de la presse. Le *Daily Telegraph*, organe ministériel, est persuadé que cet événement serait beaucoup moins redoutable qu'il ne l'aurait été il y a quelques années, car, dit-il, le problème du pouvoir temporel étant définitivement réglé, aucune puissance étrangère ne pourrait s'emparer de ce prétexte pour intervenir dans les affaires intérieures de l'Italie. Le *Telegraph* est persuadé que le gouvernement italien parviendra à conclure une espèce de compromis avec le successeur de Pie IX, d'autant plus que le sacré-collège est presque entièrement composé d'Italiens, qui éliront un pape italien, et que de tous les catholiques, les Italiens sont les moins accessibles à ces idées exagérées, moitié politiques, moitié religieuses, que l'on appelle ultramontaines.

Le *Times* constate dans un de ses derniers numéros que les travailleurs anglais émigrés au Brésil s'empressement depuis quelque temps de retourner en Europe. L'organe de la Cité voit dans ce résultat la confirmation de ses appréhensions au sujet des conséquences de l'agitation des Unions agricoles. Il blâme sévèrement les agents d'émigration brésiliens et leurs complices en Angleterre d'avoir profité du mécontentement et de l'ignorance des travailleurs pour les attirer dans un pays où toutes les conditions d'existence leur sont fatalement défavorables. Le *Times* semble insinuer en même temps que les propagateurs du mouvement des travailleurs ont eu des raisons particulières de coopérer avec les agents d'émigration brésiliens. Il demande aux agitateurs pourquoi ils n'ont pas dirigé vers les colonies anglaises ce courant d'émigration et, s'adressant aux travailleurs, il leur conseille de se tenir en garde contre leurs nouveaux amis.

Dans un autre article de fond, le *Times* se prononce en faveur de l'union douanière des colonies d'Australie, union qu'un bill facultatif actuellement soumis à la Chambre des Communes tend à préparer. La feuille anglaise est de l'avis que cette union est d'autant plus indispensable qu'elle aura pour résultat immédiat d'amener l'union politique que les hommes d'Etat d'Australie ne cessent de recommander.

Il résulte des premiers détails arrivés de New-York sur le massacre des commissaires envoyés par les Etats-Unis pour traiter de la paix avec les Indiens-Modocs, que ces délégués étaient au nombre de quatre: le général Canby et M. Thomas ont été tués et M. Maccham grièvement blessé; seul le quatrième délégué a pu prendre la fuite.

Un télégramme de Washington en date du 14 avril nous a déjà annoncé que le général Grant avait ordonné de prendre les mesures les plus sévères contre les Modocs.

Le *Bromberger Zeitung* ajoute que l'instincteur en question a quarante ans de service.

ALSAÏE-LORRAINE. — Voici le nom des nouvelles voies ferrées qui vont être établies en Alsace-Lorraine, et les sommes que chacune d'elles coûtera. 1^o De Reding à Remilly, 5 millions 083,800 thal.; 2^o de Saverne à Wasselheim et de Barr à Schélestad, 4,692,000; 3^o de St-Louis ou d'un point situé au nord de cette station, de la ligne de Mulhouse-Bâle jusqu'à Huningue, 632,000; 4^o de Lauterbourg à Strasbourg, 4,016,000; 5^o de Metz à Rothar, 348,951; 6^o de Steinburg à Bascheville, 429,486; 7^o de Thionville jusqu'à la frontière, près de Sierck, 2,595,100; pour la construction d'une seconde voie de Metz par Thionville jusqu'à la frontière du grand-duché, 468,000; pour l'amortissement du reste de la somme d'achat de l'embranchement Colmar-Munster, 514,934; pour l'achèvement, la répa-

ration et l'achat du matériel de la ligne Guillaume-Luxembourg, 6,468,440; enfin, outre les sommes allouées pour les chemins de fer de l'empire de l'Alsace-Lorraine par les lois du 22 novembre 1871 et 15 juin 1872, on affectera une somme de 12,448,210 pour l'achèvement et l'agrandissement des voies ferrées et des stations et l'augmentation du matériel roulant. De ces sommes, on dépensera 15,500,000 thalers en 1873, 13,000,000 en 1874 et 9 millions 593,521 en 1875.

France.

(Corresp. part. du JOURNAL DE ST-PÉTERSBOURG.)

Paris, 14 avril.

C'est en vain que l'on a pu croire, au lendemain du traité relatif à la libération de notre territoire, à un apaisement des partis qui permit à l'Assemblée Nationale de continuer paisiblement ses travaux, et d'arriver à des élections générales, après avoir réglé, par de mutuelles concessions, les graves questions constitutionnelles qui lui seront soumises. C'est en vain surtout que l'on cherche dans la Chambre actuelle ce parti fort et uni qui s'appelle en style parlementaire «une majorité», et qui gouverne, d'accord avec le pouvoir exécutif, selon des plans mûris et une politique à longue portée. L'imprévu est notre seule règle, et les passions de la Chambre l'emportent à tout instant hors de la politique suivie la veille. La droite, parfois réduite à l'impuissance, réforme sans cesse le faisceau rompu de ses coalitions, ressaisit par accident la majorité numérique, ce qui ne signifie pas la majorité gouvernementale, et ne se lasse jamais de faire échec au pouvoir exécutif.

Une expression vulgaire, mais non blessante, prononcée par un membre de la gauche, une violente réponse, partie des rangs de la droite, il n'en a pas fallu davantage pour soulever un des orages les plus formidables que l'Assemblée Nationale ait encore vus, et, comme si en ce jour de déraison personne n'avait été au-dessus des emportements subits, la démission de M. Grévy, l'honorable président de la Chambre, est venue clore ce grave incident. Quoique l'on ait beaucoup dit que la droite cherchait depuis longtemps une occasion de renverser M. Grévy, pour le remplacer par un président pris dans ses rangs, et que M. Grévy était également résolu à abandonner son fauteuil, il est plus probable que l'agitation de la Chambre a gagné jusqu'aux meilleurs esprits, et que, de part et d'autre, on s'est laissé aller à l'influence déplorable du moment.

L'opinion publique n'a pas hésité à blâmer la conduite de la droite, dont la violence et la turbulence sont indignes d'une grande Assemblée; cependant jusqu'ici c'est à elle que cet événement a profité au point de vue politique. Elle a eu la majorité au jour du scrutin, grâce à l'abstention incompréhensible d'une centaine de membres de la gauche, et c'est M. Buffet qui siège au fauteuil de la présidence en remplacement de M. Grévy. Ces deux noms en disent assez pour caractériser ce changement aux yeux de tous ceux qui savent combien peu M. Thiers et M. Buffet ont marché d'accord dans la Chambre jusqu'à ce jour. M. Buffet sera à la vérité soumis à la réélection à la rentrée des vacances; mais sa nomination n'en est pas moins significative.

Ce qui lui donne une gravité particulière, c'est l'antipathie de caractère qui existe entre M. Buffet et le président de la république. On ne saurait voir deux natures plus opposées, et plus d'une fois déjà l'impatience nerveuse de M. Thiers a eu peine à se contenir devant l'attitude flegmatique et doctrinaire du député lorrain. Ajoutez à cela qu'aux yeux de M. Thiers, M. Buffet est un jeune homme, quoi qu'il ait, nous le présumons bien, dépassé la cinquantaine. Or, un des travers de l'honorable président de la république est de se refuser à accorder aucune autorité à tous ceux qui ne sont pas de sa génération. M. Buffet est un homme froid, discret, procédant par principes et par raisonnements, fermé, entêté même. Nous supposons bien que, dans son opinion, beaucoup des manières d'être de M. Thiers, que l'on regarde comme des qualités, sont des défauts, et on assure que dans plusieurs circonstances il se serait plaint que M. Thiers fut plus absolu que Louis XIV. Tout cela peut amener bien des chocs, et l'histoire des deux dernières semaines nous montre quelle part il faut faire aux susceptibilités personnelles.

Le correspondant de l'*Augsburger Zeitung* croit savoir que le vœu qu'il exprime est partagé par beaucoup d'Alsaciens.

Il résulte de données publiées par la *Correspondenz Stern* sur les décisions du comité de l'armée de terre et des fortresses et du comité de comptabilité du conseil fédéral, relativement au budget militaire pour 1874, que ces comités n'ont point rayé du budget l'allocation de 2,500 thal. qui figure au profit de l'aumône générale de l'armée, par la raison «qu'il ne ressort point du décret impérial en date du 15 mars que l'institution de la prévôté de campagne soit définitivement abolie».

On se souvient, en effet, que le décret supprimait cette institution «jusqu'à nouvel ordre».

PRUSSE. — La *Bromberger Zeitung* cite un joli exemple de générosité administrative, sans bourse délier. Il y a, dit-elle, dans une localité du cercle de Bromberg un instituteur qui reçoit 140 thalers d'appointements annuels. Depuis longtemps on lui avait promis d'élever son traitement, ce qui vient d'avoir lieu en effet, mais voici comment: Outre ses honoraires, l'instituteur a droit à un logement; or, le conseil d'école, considérant que le taux des loyers a augmenté partout, a décidé solennellement d'élever de dix thalers par an la somme comptée jusqu'ici pour le logement de l'instituteur, de sorte que celui-ci jouissait précédemment d'un traitement de 140 thal. plus un logement évalué, admettons, à 100 thal., tandis que désormais il recevra toujours son traitement de 140 thal., mais aura la satisfaction de se dire que son logement est évalué à 10 thal. par an de plus qu'auparavant!

La *Bromberger Zeitung* ajoute que l'instituteur en question a quarante ans de service.

ment à cause d'un article sur les récents changements survenus dans le ministère ottoman.

Le gouverneur général de Roustchouk, Hamdi-Pacha, a été nommé ministre des finances.

Autre dépêche.

Londres, vendredi 18 avril.

Le *Daily Telegraph* publie une dépêche de Singapore en date d'hier, d'après laquelle l'attaque des Hollandais contre la capitale des Atchines a été repoussée. Les Hollandais ont eu 200 hommes tués, parmi lesquels le général Köhler.

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

En présence des communications divergentes et des commentaires des organes de la presse allemande sur le résultat des récentes conférences des ministres de la justice de Prusse, de Bavière, de Wurtemberg et de Saxe relativement à l'unification du droit civil en Allemagne, le *Reichsanzeiger* publie la note suivante dans son numéro du 15 avril: «On sait que les ministres de la justice des principaux Etats de l'Allemagne, qui sont en même temps plénipotentiaires de ces Etats au conseil fédéral, ont eu, pendant la première semaine de ce mois, des conférences confidentielles sur l'organisation de l'administration judiciaire de l'Allemagne et sur les projets à soumettre à cet effet aux organes législatifs de l'empire.

«Le vif intérêt que cette question soulève dans les cercles les plus étendus explique suffisamment le fait que le résultat de ces négociations, pour autant qu'on a pu en avoir connaissance, ait été l'objet des préoccupations de l'opinion publique. Mais, vu le caractère confidentiel des conférences et en raison de ce que le problème n'a été résolu qu'en partie, il est tout naturel aussi que les informations tombées dans le domaine de la publicité ne soient ni précises, ni complètes.

«Le résultat général des conférences ne pourra être constaté à titre définitif qu'après de nouvelles négociations, que les membres de la conférence sont convenus d'entamer, — négociations qui auront pour base le projet de code de procédure civile actuellement soumis au comité de justice du conseil fédéral.

«Dans ces conditions, il est évident qu'il ne peut s'agir, comme le prétendent certaines communications de journaux, ni d'un rejet du résultat des conférences par le gouvernement impérial, ni d'un désappointement légitime de la Prusse, ni de ce que les gouvernements de l'Allemagne du Sud seraient responsables du retard de la réforme judiciaire.

«Quelle sera la nature du résultat général des conférences, c'est, comme nous l'avons déjà dit, ce qui est encore incertain. Mais ce qui est certain, par contre, c'est que l'entente sur des problèmes ardues n'est point facilitée lorsque les journaux accompagnent d'une vive polémique les négociations qui doivent aboutir à cette entente».

La destitution du bourgmestre de Strasbourg fait l'objet d'une correspondance adressée de l'Alsace à l'*Augsburger Zeitung*. L'auteur se place à un point de vue essentiellement pratique, s'abstient de toute réminiscence de nationalité et insiste principalement sur ce que le gouvernement doit dessiner son attitude avec netteté.

«Nous sommes, dit-il, à la veille des élections pour les conseils généraux et les conseils d'arrondissement, et l'année prochaine auront lieu les élections au Parlement de l'empire: en viendrons-nous à avoir des députés qui ne pourraient contribuer qu'à rendre plus difficile la marche de l'administration dans l'Alsace-Lorraine».

Le correspondant prévoyait dès le 23 avril, — ce qui est arrivé en effet, — que le conseil municipal de Strasbourg donnerait sa démission, et il est persuadé qu'un nouveau conseil élu sera animé des mêmes sentiments que le conseil démissionnaire, tout comme, dit-il, un bourgmestre alsacien-lorrain ne sera pas plus apte que M. Lauth à «naviguer sans danger entre Charbyde et Scylla». Aussi arrive-t-il à la conclusion qu'un bourgmestre non alsacien-lorrain pourrait bien mieux se concilier les sympathies de la population qu'un enfant du pays, lequel, par la nature même des choses, est obligé, soit de renoncer à ses sympathies, soit de démentir la confiance du souverain auquel il doit ses fonctions.

Le correspondant de l'*Augsburger Zeitung* croit savoir que le vœu qu'il exprime est partagé par beaucoup d'Alsaciens.

Il résulte de données publiées par la *Correspondenz Stern* sur les décisions du comité de l'armée de terre et des fortresses et du comité de comptabilité du conseil fédéral, relativement au budget militaire pour 1874, que ces comités n'ont point rayé du budget l'allocation de 2,500 thal. qui figure au profit de l'aumône générale de l'armée, par la raison «qu'il ne ressort point du décret impérial en date du 15 mars que l'institution de la prévôté de campagne soit définitivement abolie».

On se souvient, en effet, que le décret supprimait cette institution «jusqu'à nouvel ordre».

PRUSSE. — La *Bromberger Zeitung* cite un joli exemple de générosité administrative, sans bourse délier. Il y a, dit-elle, dans une localité du cercle de Bromberg un instituteur qui reçoit 140 thalers d'appointements annuels. Depuis longtemps on lui avait promis d'élever son traitement, ce qui vient d'avoir lieu en effet, mais voici comment: Outre ses honoraires, l'instituteur a droit à un logement; or, le conseil d'école, considérant que le taux des loyers a augmenté partout, a décidé solennellement d'élever de dix thalers par an la somme comptée jusqu'ici pour le logement de l'instituteur, de sorte que celui-ci jouissait précédemment d'un traitement de 140 thal. plus un logement évalué, admettons, à 100 thal., tandis que désormais il recevra toujours son traitement de 140 thal., mais aura la satisfaction de se dire que son logement est évalué à 10 thal. par an de plus qu'auparavant!

La *Bromberger Zeitung* ajoute que l'instituteur en question a quarante ans de service.

ALSAÏE-LORRAINE. — Voici le nom des nouvelles voies ferrées qui vont être établies en Alsace-Lorraine, et les sommes que chacune d'elles coûtera. 1^o De Reding à Remilly, 5 millions 083,800 thal.; 2^o de Saverne à Wasselheim et de Barr à Schélestad, 4,692,000; 3^o de St-Louis ou d'un point situé au nord de cette station, de la ligne de Mulhouse-Bâle jusqu'à Huningue, 632,000; 4^o de Lauterbourg à Strasbourg, 4,016,000; 5^o de Metz à Rothar, 348,951; 6^o de Steinburg à Bascheville, 429,486; 7^o de Thionville jusqu'à la frontière, près de Sierck, 2,595,100; pour la construction d'une seconde voie de Metz par Thionville jusqu'à la frontière du grand-duché, 468,000; pour l'amortissement du reste de la somme d'achat de l'embranchement Colmar-Munster, 514,934; pour l'achèvement, la répa-

ration et l'achat du matériel de la ligne Guillaume-Luxembourg, 6,468,440; enfin, outre les sommes allouées pour les chemins de fer de l'empire de l'Alsace-Lorraine par les lois du 22 novembre 1871 et 15 juin 1872, on affectera une somme de 12,448,210 pour l'achèvement et l'agrandissement des voies ferrées et des stations et l'augmentation du matériel roulant. De ces sommes, on dépensera 15,500,000 thalers en 1873, 13,000,000 en 1874 et 9 millions 593,521 en 1875.

France.

(Corresp. part. du JOURNAL DE ST-PÉTERSBOURG.)

Paris, 14 avril.

C'est en vain que l'on a pu croire, au lendemain du traité relatif à la libération de notre territoire, à un apaisement des partis qui permit à l'Assemblée Nationale de continuer paisiblement ses travaux, et d'arriver à des élections générales, après avoir réglé, par de mutuelles concessions, les graves questions constitutionnelles qui lui seront soumises. C'est en vain surtout que l'on cherche dans la Chambre actuelle ce parti fort et uni qui s'appelle en style parlementaire «une majorité», et qui gouverne, d'accord avec le pouvoir exécutif, selon des plans mûris et une politique à longue portée. L'imprévu est notre seule règle, et les passions de la Chambre l'emportent à tout instant hors de la politique suivie la veille. La droite, parfois réduite à l'impuissance, réforme sans cesse le faisceau rompu de ses coalitions, ressaisit par accident la majorité numérique, ce qui ne signifie pas la majorité gouvernementale, et ne se lasse jamais de faire échec au pouvoir exécutif.

est pu croire qu'un nom tel que le sien pouvait se passer de commentaires et que la libération du territoire était un titre suffisant. L'élection de M. Barodet, si elle se fait, aura eu pour programme l'intégrité du suffrage universel et la dissolution immédiate de l'Assemblée.

Le gouvernement, qui a fait une manœuvre dangereuse en laissant mettre en avant le nom de M. de Rémusat, n'a pas fait une faute moindre en retardant les élections du département du Rhône, où il y a deux places à remplir. Si l'on avait convoqué les électeurs de Lyon en même temps que ceux de Paris, ce sont ceux de Lyon qui se seraient chargés de protester contre la loi de l'Assemblée en nommant chez eux M. Barodet, et c'est été moindre mal. Le gouvernement l'a compris, et l'on dit que le décret de convocation va paraître au *Journal officiel* pour achever les élections complémentaires au commencement de mai. Il est à craindre qu'il ne soit trop tard pour changer le courant des élections parisiennes. L'échec de M. de Rémusat serait regrettable à tous les points de vue. La droite s'en servirait d'une manière redoutable; elle effraierait une fois de plus les conservateurs avec la spectre rouge, et le gouvernement lui-même résisterait difficilement à sa pression.

Les quelques réunions publiques qui se sont déjà tenues rappellent, malgré l'état de siège, les clubs des plus mauvais jours. Ce qui n'est pas fait pour rassurer les vrais libéraux, c'est que les journaux catholiques et légitimistes combattent ouvertement la candidature de M. de Rémusat, et, tout en cherchant des candidats impossibles, ne cachent pas qu'ils font des vœux pour le succès de M. Barodet. Il ne faut pas perdre de vue que les élections du 27 avril auront une grande importance, car, peut-être à tort, on les prendra comme un indice précurseur des élections générales, et chacun verra y voir l'annonce du parti qui doit triompher.

C. R.

La circulaire de M. de Rémusat inspire au *Temps* les réflexions suivantes :

C'était, ces jours derniers, une question de savoir si M. de Rémusat ferait une profession de foi ou non ferait pas. Quelques-uns des journaux qui soutiennent sa candidature lui conseillaient de garder le silence, alléguant que son nom suffisait. M. de Rémusat n'a pas tenu compte de ce conseil un peu timide : il a parlé, et il a bien fait. Toute équivoque est ainsi dissipée.

La profession de foi qu'on vient de lire n'est autre chose que le message de M. Thiers, repris et confirmé, accentué et développé. Les lois organiques que le gouvernement s'est engagé à présenter ne peuvent avoir, dit M. de Rémusat, « d'autre objet que d'organiser le gouvernement de la république, en la consolidant par des institutions régulières, conformément à l'expérience de tous les temps, et fondées sur l'intégrité du suffrage universel ».

C'est donc sur une confirmation et sur une interprétation républicaine et démocratique du message de M. de Rémusat fonde sa candidature. Et l'homme qui donne cette interprétation se présente avec une garantie bien supérieure à tous les mandats impératifs du monde. Cette garantie, c'est sa responsabilité de ministre, ayant mission de préparer les lois qui doivent consolider la république, de la présenter et de la soutenir devant l'Assemblée. Il sait ce qu'il dit et à quoi il s'engage.

M. de Rémusat s'adresse au patriotisme de tous les partis. Il avertit les conservateurs qu'il est républicain et qu'il ne voit de possible que la république. Il avertit les républicains que la république n'est possible qu'à la condition d'être un gouvernement ferme et modéré. Il aura les suffrages des conservateurs qui ont peur de la révolution et des républicains qui ont peur de la dissolution, et que, deux fois, les suffrages de la France ont approuvé leurs actes !

On nous craint, parce qu'en dehors des Napoléon il n'y a que deux minorités ; l'une veut l'ordre sans la démocratie, l'autre la démocratie sans l'ordre.

Aussi, qu'on fasse, on n'arrachera pas le nom de Napoléon du cœur du peuple ! Courage donc ! que cette nouvelle épreuve n'affaiblisse ni notre espérance ni notre foi ! Dans cette lutte inégale où je suis colporté, outragé, persécuté, vous me soutenez ; vous ferez cesser mon exil.

En appelle au suffrage universel pour recouvrer mon droit et jurer mes persécuteurs.

Avril 1873.

S'il faut en croire la *Liberté*, l'on aurait refusé l'autorisation de plaquer la circulaire électorale en faveur de M. de Rémusat, dont le texte suit :

« Citoyens électeurs, « Pas de phrases. — Notre intention n'est pas d'attaquer l'honorable M. Barodet, mais de faire un appel à votre bon sens. — Quel est le but des soi-disant conservateurs siégeant à Versailles ? C'est celui de renverser les ministères républicains, fussent-ils les hommes du monde les plus sages, les plus capables, afin de les remplacer par des monarchistes. « Le jour où les partis coalisés auront manœuvré de façon à s'emparer de tous les portefeuilles, comme ils se sont déjà emparés de la présidence de l'Assemblée Nationale, ils chercheront à renverser M. Thiers et la république. « Si donc, citoyens électeurs, vous ne voulez pas faire le jeu de nos adversaires, vous voterez pour M. de Rémusat, ministre des affaires étrangères de la république française. « H. LÉVELLÉ, PAULIOT, J. FRANCK, « E. FRANCK. « Électeurs du 1^{er} arrondissement. — Le *Messenger de Paris* reçoit de M. Edmond Tarbé la lettre suivante :

« Mes chers confrères, « Les républicains nous donnent un grand exemple ; pourquoi faisons-nous la sottise de ne pas le suivre ? « Puisqu'on peut, en plein Paris, venir discuter la candidature Barodet, pourquoi ne pourrions-nous pas, nous, des candidats conservateurs ? Pourquoi toujours l'entente chez nous ? Pourquoi toujours l'indiscipline chez nous ?

« Vous conviez donc, vous fûtes de la presse monarchique, à prendre avec moi l'initiative d'une réunion publique conservatrice. « Si le projet vous agré, dites-le-moi dans vos journaux de ce soir, et de demain matin ; si vous acceptez, nous déciderons du jour et du lieu de réunion. »

« Chaque candidat monarchique pourra être présenté et accueilli. Nous nous engageons d'honneur, tous, à soutenir la candidature de celui qui aura obtenu la majorité dans cette séance, qu'il soit bonapartiste, légitimiste, ou orléaniste. « Cela vous va-t-il, mes chers confrères ? « Si oui, nous tenterons ensemble de faire triompher le parti de l'ordre, même dans Paris. « Si non, nous aurons au moins la conscience d'avoir fait notre devoir légalement et courageusement, et la responsabilité de l'avenir ne retombera pas sur nous. « EDMOND TARBÉ. »

— Une députation de jeunes Grecs s'est présentée le 14 avril au *Journal des Débats* pour exprimer les regrets que leur fait éprouver la mort de M. Saint-Marc Girardin. On sait que M. Saint-Marc Girardin s'était fait, dans le *Journal des Débats*, le défenseur des chrétiens de la Grèce et de l'Asie Mineure, et personne n'a oublié les excellents articles, pleins d'esprit politique et de cœur, qu'il a publiés pour soutenir leur cause. Les Grecs surtout se les rappellent, nous n'en sommes pas surpris ; mais comme la reconnaissance honore ceux qui l'éprouvent, autant ceux qui en sont l'objet, nous sommes heureux de mentionner la démarche qui vient d'être faite auprès de nous. Les Grecs qui composaient la députation ont demandé à prononcer un discours sur la tombe de M. Saint-Marc Girardin et à remercier une dernière fois ce homme éminent et généreux de l'appui qu'il leur a constamment prêté. (*Journal des Débats*.)

— Les troupes allemandes ont commencé le 12 avril l'enlèvement de leur gros matériel de la place de Belfort.

Les énormes pièces d'acier ont été placées sur wagon ; trois d'entre elles ont déjà été expédiées à cette date. (*Messenger de Paris*.)

— Le procès suivant va être appelé le 22 avril, devant le tribunal de Poitiers.

Vingt jours après le coup d'Etat de décembre 1851, un citoyen du département des Deux-Sèvres, M. Amy, que ses opinions républicaines avaient signalé à l'attention, fut mis en état d'arrestation sans aucune forme de procès et incarcéré au donjon de Niort, d'où il ne sortit que le 29 mars 1852. Au moment où il fut tiré de son cachot, ordre lui fut donné de se trouver à un jour fixé au Havre pour y être embarqué à destination de l'Angleterre. Il n'était rendu à la liberté que pour être condamné à l'exil.

Après la chute de l'empire M. Amy, de retour en France, se mit à la recherche de ses proscriptions ; il en trouva un à Laval, M. de Sainte-Croix, qui était préfet des Deux-Sèvres à l'époque susdite et qui était devenu payeur général du département de la Mayenne. Des deux autres membres de la commission mixte de Niort, l'un, le colonel Lions, était mort, et quant au procureur de la république Savari, on ne savait ce qu'il était devenu.

Dans ces conditions, M. Amy fit assigner M. de Sainte-Croix devant le tribunal de Laval, qui refusa de se prononcer sur le fond du procès, par ce motif que le fait dont il s'agissait était antérieur au décret du gouvernement de la Défense nationale du 19 septembre 1870, par lequel avait été abrogé l'art. 75 de la Constitution de l'an VIII, et qu'en vertu du principe de non-rétroactivité, il était indispensable que le conseil d'Etat eût autorisé les poursuites. Depuis, le conseil d'Etat a décidé que le principe de la non-rétroactivité des lois n'avait pas d'application en matière de procédure, et que, dès lors, l'article 75 et toutes les dispositions des lois antérieures sous lesquelles les fonctionnaires se trouvaient à l'abri ayant été abrogés, il n'y avait point, en cas de poursuites, à s'occuper de la date du fait incriminé ni de l'autorisation du gouvernement.

Dans l'intervalle, M. Amy avait retrouvé M. Savari, qui habite une de ses propriétés aux environs de Lusignan, dans le département de la Vienne, et, profitant du bénéfice de la loi, il l'a fait assigner, ainsi que M. de Sainte-Croix, devant les juges du tribunal de Poitiers, qui seront bientôt appelés à se prononcer. (*République française*.)

Italie. L'Italie dit savoir que la reine Isabelle, qui était attendue à Rome le 12 avril, aurait l'intention de se fixer en Italie.

Sous le titre : *L'Amiraglio di Persano nella campagna navale dell'anno 1866*, vient d'être publiée à Turin un petit volume que peu de personnes ont pu lire. Ce volume expose la peine de parcourir, tant les faits qu'il expose paraissent déjà loin de nous, mais qui méritent cependant l'attention de l'impartial historien comme celle « des amis » auquel il est dédié. Ce volume est un recueil d'éclaircissements et de documents présentant un témoignage irréfragable sur la conduite de l'amiral Persano dans la campagne navale de 1866, et particulièrement à Lissa.

L'auteur n'a voulu, dit-il, « ni se venger, ni récriminer : les hommes de bonne volonté sauront reconnaître la vérité. » Ceux de nos lecteurs qui ont encore présentes à la mémoire les lettres de M. Petrucci della Gattina sur la campagne d'Italie et la journée de Lissa, si funeste à la marine italienne, ne liront peut-être pas sans intérêt les pièces à l'aide desquelles le comte de Persano, condamné par la haute cour de justice de son pays, croit pouvoir expliquer sa conduite et repousser le reproche d'incapacité et de lâcheté qui lui a été adressé. (*Journal des Débats*.)

Suisse. Voici quelques renseignements intéressants sur les exportations de la Suisse aux Etats-Unis pendant les neuf dernières années.

Cette exportation a été :

En 1864 d'une valeur de 37,256,642 fr.

En 1865 49,280,049

En 1866 58,658,273

En 1867 39,260,318

En 1868 41,301,991

En 1869 53,931,428

En 1870 69,190,244

En 1871 80,675,681

On voit que pendant ces huit années le commerce suisse avec les Etats-Unis a subi des fluctuations assez fortes. Cependant la moyenne est de 53,694,716 fr.

Or en 1872 l'exportation aux Etats-Unis a été de 79,501,103 fr. soit de 1,174,578 francs moins forte qu'en 1871, mais de 25,806,387 fr. plus élevée que la moyenne des huit années précédentes.

L'article qui donne le chiffre le plus élevé, c'est la soierie (plus de 40 millions) ; viennent ensuite, les montres et pièces de montre (plus de 13 millions), les broderies (plus de 11 millions), les étoffes de coton et de laine (plus de 3 millions), les fromages (plus de 2 millions), puis les ouvrages en crin et paille, les boîtes à musique, les cuirs, etc., pour des sommes de plus en plus faibles.

Si l'on compare 1872 à 1871, qui a donné le chiffre total le plus élevé, on voit qu'en 1872 il y a eu augmentation de presque toutes les rubriques, sauf sur les objets en paille et en crin. Cette dernière rubrique a été en déficit de 2,781,943 fr. et c'est à cela seulement qu'on doit le chiffre total plus faible de 1872.

Dans cette dernière année, Zurich a expédié 84,278,136 fr., Bâle pour 40,619,289 fr. et Genève pour 4,603,678 fr.

— Les 97 curés récalcitrants du Jura bernois ont décidé de se conformer aux ordres du gouvernement qui leur interdit de faire le prêche, mais qui leur laisse célébrer la messe et remplir en général les fonctions de simple prêtre.

— On lit dans le *Journal de Genève* du 13 avril :

« Nous avons reçu hier la visite de M. Barbier-Moser, chef de la maison de banque de ce nom à Bienne, dont le *Handels-Courier*, sans le nommer, il est vrai, mais en le désignant suffisamment, avait annoncé l'arrestation et la séquestration par des brigands aux environs de Sorrente. »

« Quoique nous ayons déjà démenti ce fait, M. Barbier-Moser nous prie de déclarer encore une fois qu'il n'y a absolument rien de vrai dans cette singulière mystification. Le pays aux environs de Sorrente est, dit-il, parfaitement sûr et l'on peut s'y aventurer sans courir aucun danger. »

— On écrit de Neuveville (canton de Berne) au même journal que le jeudi 10 avril, vers 8 heures 35 minutes du soir, deux assez fortes secousses de tremblement de terre, se succédant à 3 ou 4 secondes d'intervalle, ont été ressenties dans cette ville.

Les oscillations n'étaient que de courte durée et semblaient venir du sud-ouest.

On lit, d'autre part, dans la *Liberté de Fribourg* :

« Hier au soir, la population de notre ville a été vivement impressionnée par deux fortes secousses de tremblement de terre, se succédant à trois ou quatre secondes d'intervalle, et accompagnées d'un bruit sourd. Le phénomène s'est produit à 8 heures 31 minutes. La première secousse a été la plus forte et a eu le plus de durée ; la seconde a été courte et un peu plus faible. La direction des oscillations était du sud au nord. »

Il est assez curieux de noter que c'est à la même date qu'un tremblement de terre, — signalé par le télégraphe, — a fait 800 victimes dans le San-Salvador (Amérique centrale).

— La commune de Sevelen, dans le canton de St-Gall, a appris avec consternation la nouvelle du naufrage de l'*Atlantide*, on craint en effet que toute la colonne d'émigrants partie de cette contrée il y a quelques semaines n'ait pris passage sur ce vapeur ; aussi il n'est pas de famille qui n'attende anxieusement des détails plus circonstanciés sur ce sinistre.

Espagne.

Les éclaircissements donnés par Morales, commandant de Berga, détruisent l'accusation formulée contre lui par M. Gena, député du district. Le rapport du général Contreras prouve que les volontaires commandés par M. Penina faiblirent et compromirent la défense. La population accuse M. Penina et veut lui demander compte de son accusation de trahison.

Morales dit que les carlistes ne lui ont fait aucune proposition. Une fois prisonnier, on le fit mettre trois fois à genoux pour le fusiller.

— On mande de Barcelone, le 12 avril :

« La nuit dernière, il y a eu une grande alarme à Hosta, Francès, Sans, Bordetta, Hospitalet, Cornellà et autres villages situés près de Barcelone, sur le bruit de l'arrivée des carlistes. Les volontaires ont couru aux armes et sont sortis à la recherche de l'ennemi. Cette émotion s'est propagée jusqu'à Barcelone, où les conseillers municipaux, les membres de comités et le chef des volontaires se sont réunis pour aviser à ce qu'il fallait faire dans ces circonstances. »

« On n'a trouvé aucun carliste ; mais les volontaires de Sans et de l'Hospitalet ont fait feu les uns sur les autres. Il y a eu un homme tué, et le cheval du commandant a été blessé. »

« On dit que la position de Saballs est très critique ; mais les carlistes connaissent bien le pays, il ne leur sera pas difficile de se tirer d'un mauvais pas. »

« Il est inexact, comme le prétendent certains journaux, que Menotti Garibaldi soit venu pour combattre les carlistes. Cette nouvelle est dénuée de fondement. »

« D'ailleurs, dans cette guerre d'escarmouches et d'embuscades, la connaissance des localités était indispensable, Menotti Garibaldi ne pourrait jouer qu'un rôle peu important. »

« Un ordre récent de Saballs interdit l'introduction dans Ripoll de toute espèce de journaux, sous peine d'une amende de 500 réaux et de mort en cas de récidive. »

« La nuit dernière on a arrêté à Barcelone trois ou quatre chefs carlistes porteurs de papiers importants. »

« L'alarme qui a eu lieu la nuit dernière, à Sans et à l'Hospitalet, a été causée par une erreur de la sentinelle de la tour de San Bandilio del Llorcat. »

Amérique.

La découverte de nombreux actes de prévarication aux Etats-Unis inspire au *Journal des Débats* l'article que voici :

Aux bons citoyens jaloux de l'honneur de leur pays, aux fonctionnaires désireux de remplir en conscience les devoirs de leur charge, aux commerçants et aux travailleurs qui font de la probité la règle de leurs actions, les Etats-Unis ont offert dans les derniers temps un triste et décourageant spectacle. La soif de la richesse est arrivée dans ce pays à un tel point que, pour beaucoup de gens, tous les moyens de l'acquiescer sont trouvés bons, et qu'à leurs yeux, comme à ceux de maint fonctionnaire public, l'inventeur d'un *good job* a droit à l'impunité. C'est, semble-t-on croire, à ces victimes à se tenir en garde ; le *jobber* financier et le *carpet-bagger* politique ne font, eux, que marcher droitement au but qu'ils s'étaient proposé. Si, pour atteindre ce but, ils ont dépassé la ligne qui sépare le bien du mal, le juste de l'injuste ; s'ils ont, dans leur course après la fortune, ruiné moralement ou matériellement les hommes qui leur ont servi d'instruments, peu importe : le succès les justifie.

C'est à cette perversion des idées morales qu'il faut attribuer en partie les faits scandaleux dont il a déjà été question dans ce journal et l'impunité presque totale de leurs auteurs. M. Pomeroy vit au Kansas comme s'il n'avait pas été convaincu d'avoir acheté à beaux deniers comptants le poste de sénateur de l'Etat ; le héros du Crédit Mobilier, M. Oakes Ames, se fait décerner des ovations par ses condoyens du Massachusetts, et nulle poursuite n'a été exercée contre ses associés et ses complices. Les deux vice-présidents des Etats-Unis compromis dans l'affaire n'ont pas eu à répondre de leurs actes, car l'un d'eux, comme l'a dit un journal américain, était encore en exercice, et l'autre allait y entrer. Les sénateurs et les députés qui s'étaient laissés corrompre ont continué de siéger, et ces derniers, avant que le Congrès se séparât, ont voté sans scrupule la loi qui, en portant l'indemnité accordée aux représentants à un plus haut chiffre, faisait à chacun d'eux, pour la période législative écoulée, présent de 5,000 dollars.

Le *carpet bagging* fleurit toujours à la Louisiane, où deux gouverneurs se sont récemment disputés le pouvoir les armes à la main ; les auteurs des fraudes commises à New-York atten-

dent encore d'être jugés, et le général Frémont, déjà condamné pour sa participation à l'affaire du chemin de fer *Memphis et Paso* et déclaré en faillite par le jury de Cincinnati pour une autre cause, adresse aux journaux, sur sa conduite, des explications qu'une partie du public trouve satisfaisantes.

A tous ces faits scandaleux, on peut aujourd'hui en ajouter d'autres. Une instruction, dirigée par un comité du Sénat, vient de prouver qu'un des membres de cette Assemblée, M. Caldwell, du Kansas, n'a obtenu son siège qu'au moyen de l'achat par lui fait, moyennant un million de dollars dans un cas, un beau cheval dans l'autre, une somme ronde pour le canton dans un troisième, du nombre de voix qui lui était nécessaire. Deux collègues de M. Caldwell, accusés d'avoir agi comme lui, ont eu peine à se justifier. Enfin le reproche de népotisme, auquel le président des Etats-Unis lui-même a déjà été exposé, est adressé de nouveau publiquement à ce premier magistrat de la république, qui, d'après le *New-York Herald*, aurait toléré la promotion de son fils, tout jeune encore, au rang de lieutenant en second à celui de lieutenant-colonel de l'armée.

Nous n'avons nullement en signalant ces faits, l'intention que nous a attribuée l'*American Register*, d'abaïsser les Etats-Unis au profit des nations européennes. Il y a, partout, nous le savons de reste, des intrigues, des fautes, des agissements, des *carpet-baggers* ; partout on rencontre des gens peu scrupuleux sur les moyens de s'enrichir, et l'on peut constater l'existence d'un monde interlope dont les procédés sont heureusement inconnus à la grande masse de la population. Ce que nous voulons, c'est encourager la résistance à ces procédés et réveiller chez les hommes qui sont chargés de représenter et de servir une nation le sentiment de leur responsabilité, espérant que le jugement droit et le sens honnête de la population feront le reste. Et cet espoir, en ce qui touche les Etats-Unis, semble dès à présent justifié. La vigoureuse initiative de quelques journaux, le *New-York Herald* en tête, a déjà produit de bons résultats. Ce n'est pas en vain que les actes de corruption que nous avons cités ont été, ainsi que leurs auteurs, signalés au public, et c'est peut-être sous la pression de l'opinion que M. Caldwell, en prévision du jugement du Sénat, a donné sa démission de sénateur. La restitution au Trésor par plusieurs députés de la somme qui leur avait été payée aux termes de la nouvelle loi, et la réélection dans le New-Hampshire de trois députés qui avaient pour principal mérite d'être restés en dehors de tous les tripotages, d'avoir demandé qu'on poursuivît leurs auteurs et de s'être prononcés contre l'application rétroactive de la loi sur l'indemnité des représentants, sont deux autres signes du changement favorable qui se fait dans les idées, et dont les honnêtes gens de tout pays se féliciteront à bon droit.

— On mande de New-York, le 15 avril, que le nommé Bidwell, impliqué dans l'affaire de faux concernant la Banque d'Angleterre, s'est évadé de prison à la Havane. On le suppose caché en ville.

DERNIÈRES NOUVELLES.

ALLEMAGNE. La *Provinzial-Correspondenz* consacre elle aussi, — à la suite de la communication du *Reichsanzeiger* qu'on a lu plus haut, — un article à la question de l'unification du droit en Allemagne. Elle exprime le désir que « l'opinion publique ne se laisse point aller à des excitations de haine impatience et que le bon sens de la nation allemande veuille bien estimer à sa juste valeur ce que les aspirations d'unité ont acquis dans le cours des dernières années et ce qu'elles sont à la veille d'obtenir encore. »

« Le besoin de l'unité du droit, dit la feuille semi-officielle, s'affirme de plus en plus et le mouvement national attendra certainement son but suprême dans la voie d'une sage entente que l'on a suivie jusqu'à présent. »

FRANCE. Les journaux lyonnais annoncent que M. Cantomet a envoyé samedi soir, 12 courant, à M. Thiers, sa démission de préfet du Rhône.

Le *Journal de Lyon* dit que l'échec qu'il vient d'éprouver pour composer sa liste des maires et adjoints, et la nomination de M. Pascal au poste de sous-secrétaire d'Etat, lui ont fait prendre cette détermination. M. Cantomet part pour Paris dans le but de donner au président de la république des explications sur sa démission.

La France républicaine donne à cette démission, qu'elle dit être certaine, les mêmes causes ; elle ajoute que M. Cantomet a déjà quitté la préfecture.

Le *Temps* confirme aussi cette nouvelle.

GRANDE-BRETAGNE. Une importante démonstration en faveur du suffrage universel a eu lieu le 14 avril à Newcastle. Les ouvriers mineurs des comtés de Northumberland et de Durham étaient accourus par milliers, portant des bannières préparées depuis longtemps pour cette circonstance et dont quelques-unes d'une grande richesse, avaient coûté jusqu'à 70 liv. st. (1,750 fr.).

Ces ouvriers formaient une procession entrecoupée par des corps de musique, et dont la longueur était telle, qu'elle comprenait plusieurs milles d'étendue.

Les rues de la ville étaient remplies d'une foule immense venue pour assister à ce meeting, qui comptait, assure-t-on, plus de 130,000 personnes. Il a été tenu dans une vaste salle avoisinant la ville, et sur laquelle on avait élevé six plates-formes pour les orateurs. Les propositions étaient présentées et discutées simultanément sur chaque plate-forme.

Le meeting a d'abord adopté une résolution déclarant que la distinction existant entre les élections parlementaires des bourgeois et celles des comtés était une cause d'irritation, qu'elle était injuste, et que le seul moyen d'arriver à une conclusion équitable et vraie était de baser le suffrage universel sur le vote des individus ayant atteint l'âge viril (*on manhood*).

Une seconde résolution porte que l'extension du suffrage universel n'assurerait une représentation libre, pleine et certaine de toute la population, que si l'on procédait en même temps à un remaniement des circonscriptions électorales et si l'on établissait une meilleure proportion entre la population et sa représentation au Parlement. Le meeting s'est séparé après avoir décidé d'envoyer à M. Gladstone un mémoire contenant une copie de toutes les résolutions qui venaient d'être adoptées.

SUISSE. Le Conseil fédéral a approuvé le règlement des comptes du budget fédéral pour 1872. Les recettes totales de cet exercice se sont élevées à 29,641,914 fr., les dépenses à 27,559,245 fr.,

de sorte qu'il y a eu un excédant de recettes de 2 082,669 fr.

ESPAGNE.

On mande de Barcelone, en date du 13 avril :

« Si la question des artilleurs finit par être réglée, ce résultat ne sera pas accueilli avec satisfaction par les fédéraux. Lorsqu'on eut appris que l'affaire qui avait été la cause première de la désorganisation de l'armée était en bonne voie d'arrangement, les comités républicains fédéraux se réunirent et décidèrent de protester, en adressant au gouvernement une communication qui faisait ressortir principalement le caractère aristocratique de ce corps ; ils demandaient aussi que les officiers déjà éloignés lors de l'affaire du général Hidalgo ne fussent pas réintégrés. »

« On n'a encore aucun récit officiel sur le combat de Puyceda. On dit que l'attaque a été très vive et la défense énergique. Les carlistes ont tenté plusieurs assauts et ont toujours été repoussés. Ils ont dû se retirer à l'approche des colonnes de secours. »

« Les fêtes de Pâques se sont passées ici très tranquillement. »

« Les chefs carlistes qui ont été arrêtés avant-hier pendant la nuit sont le colonel Gonzalez, les commandants Sotillo et Ros. Les deux premiers venaient de Madrid et le troisième de Saragossa. »

« Il est inexact que le vicomte de Bonald ait été mis en liberté ; il est toujours détenu au fort de Montjuich, avec d'autres prisonniers politiques, en attendant la décision des tribunaux. »

« Le 1^{er} et le 2^e bataillon des guides de la députation ont fait une battue dans les montagnes de la contrée de Garriga, qui sert de retraite à de nombreux cabecillas. »

« Le colonel Cabrinety, dans sa marche vers Puyceda, a rencontré à Ribas une bande de 300 carlistes, qui se sont dispersés à son approche, abandonnant les prisonniers faits à Berga. Il a surpris d'autres carlistes dans les montagnes de Baga, qui sont actuellement couvertes de neige, et leur a fait subir une déroute complète. »

« Hier soir a eu lieu l'inauguration du nouveau cercle républicain fédéral, sous la présidence de M. Pablo Pallos ; les autorités civiles et militaires, la députation provinciale, les membres de l'ayuntamiento, des cercles et des comités républicains, ainsi que les représentants de la droite, étaient présents. »

« M. Pallos a ouvert la séance par un discours très bref ; ensuite plusieurs membres ont pris successivement la parole, faisant tous une profession de foi démocratique fédérale. »

« Les gouverneurs de Barcelone et de Tarragone ont déclaré que, en qualité de délégués du gouvernement, ils ne pouvaient faire une profession de foi fédérale, mais qu'ils la faisaient comme particuliers. Le gouverneur de Tarragone a ajouté que l'intégrité de la patrie n'avait rien à craindre de l'établissement de la république fédérale et qu'il envoyait le jour où le monde entier ne serait qu'une grande fédération. »

« M. Rostan, au nom de la députation provinciale, et M. Baxo, au nom de l'ayuntamiento, ont fait une profession de foi analogue. »

AMÉRIQUE.

ÉTATS-UNIS. — Washington, 14 avril. — Le général Grant a invité le général Sherman à donner des ordres pour que les Indiens Modocs soient châtiés comme le mérite leur crime. Il considère leur extermination comme justifiée.

Austin Bidwell a été arrêté dans la ville de la Havane.

DERNIÈRES DÉPÊCHES. AGENCE INTERNATIONALE. Vienne, vendredi 18 avril.

La Délégation hongroise a voté le budget ordinaire du ministère de la guerre, s'élevant à 89,985,480 florins. La somme totale des radiations faites au projet de budget présenté par le gouvernement monte à 1,850,180 florins.

Autre dépêche. Londres, vendredi 18 avril.

Un télégramme du consul d'Angleterre à Alexandrie à lord Granville porte que depuis le 5 septembre ni le gouvernement égyptien ni des particuliers n'ont reçu aucunes nouvelles de sir Samuel Baker.

COURS DE BERLIN LE 18 AVRIL. Cours du change. A 3 semaines sur St-Petersbourg, 53 7/8, pour 100 fr. A 3 mois sur St-Petersbourg, 59 1/2, pour 100 fr. Prix des billets de crédit russes 81 1/2, pour 90 r.

Prix de la demi-impression 5 th. 15 1/2 silb. Emprunt russe de 1882 92 5/8. Obligations consolidées de 1870 93 3/4. Emprunt russe de 1880 92 1/2. 1^{er} emprunt à lots et primes 129 1/2. 2^e emprunt à lots et primes 127 3/4. 5^e emprunt (1854) 77 1/2. 8^e emprunt (1855) 90 1/2. Obligations de la Grande Société des chemins de fer 93 1/2. Obligations du chemin de fer Nicolas 77. Obligations de la Société du chemin de fer Varsovie-Vienne 81 1/4.

